

Les démocrates rendent publics des articles de destitution contre Trump pour des raisons de «sécurité nationale»

Par [Andre Damon](#)

Mondialisation.ca, 12 décembre 2019
[wsws.org](#) 11 décembre 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Mardi, la direction démocrate de la Chambre des représentants a publié deux articles de destitution contre le président Donald Trump, qui est maintenant le quatrième président de l'histoire des États-Unis à faire face à des articles officiels de destitution, après Andrew Johnson, Bill Clinton et Richard Nixon.

Contrairement à la procédure de destitution contre Nixon, qui a démissionné en août 1974 avant qu'un vote n'ait eu lieu à la Chambre des représentants, la destitution de Trump n'implique aucune question démocratique. Il s'agit d'un conflit entre deux factions réactionnaires de la classe dirigeante, centré sur des conflits en matière de politique étrangère.

Les articles de destitution ont été annoncés lors d'une conférence de presse donnée par Jerrold Nadler, le président démocrate de la Commission judiciaire de la Chambre. Le premier article concerne «l'abus de pouvoir» et le second «l'obstruction au Congrès». La résolution de destitution stipule que le Président Trump «a abusé des pouvoirs de la Présidence en ignorant la sécurité nationale et d'autres intérêts nationaux cruciaux, et en y portant atteinte, pour obtenir un avantage politique personnel indu». «Il a également trahi la nation en abusant de ses hautes fonctions pour enrôler une puissance étrangère dans la corruption d'élections démocratiques.»



La présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, démocrate de Californie, en compagnie de Jerrold Nadler, démocrate de New

York, Maxine Waters, démocrate de Californie, Richard Neal, démocrate du Massachusetts et Adam Schiff, démocrate de Californie, dévoilent des articles de destitution contre le président Donald Trump, «abus de pouvoir» et «obstruction du Congrès», au Capitole de Washington, le mardi 10 décembre 2019. (Source: AP Photo/J. Scott Applewhite)

Le Comité judiciaire devrait voter d'ici la fin de la semaine pour approuver les charges, et cela sera suivi d'un vote complet à la Chambre – qui a une majorité démocrate – d'ici la fin de l'année.

Les accusations seraient ensuite transmises au Sénat, qui est dirigé par les républicains. Dans le procès au Sénat, une majorité des deux tiers serait nécessaire pour condamner Trump et le démettre de ses fonctions.

Les démocrates ont centré leur opposition à Trump sur la base la plus réactionnaire possible, à savoir l'affirmation qu'en refusant l'aide militaire à l'Ukraine, il a sapé la «sécurité nationale» des États-Unis, c'est-à-dire les intérêts de l'impérialisme américain.

Les articles de destitution allèguent qu'en suspendant temporairement «l'octroi de 391 millions de dollars des fonds publics américains que le Congrès avait affectés [...] dans le but de fournir une assistance militaire vitale à l'Ukraine en matière de sécurité afin de s'opposer à l'agression russe», Trump a «compromis la sécurité nationale des États-Unis».

Trump a retenu l'aide militaire et une réunion de la Maison-Blanche avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, allègue la résolution de destitution, afin de faire pression sur le gouvernement ukrainien pour annoncer une enquête sur une société liée à Hunter Biden, le fils du candidat démocrate Joe Biden. De cette façon, soutient la résolution, il cherchait à solliciter «l'ingérence étrangère dans les élections aux États-Unis».

Il s'agit de la première mise en accusation en matière de «sécurité nationale». L'accusation selon laquelle Trump a «trahi la nation», c'est-à-dire qu'il est un traître, est une continuation de la campagne anti-Russie menée par les démocrates depuis 2016, basée sur l'affirmation absurde que Trump est un agent du président russe Vladimir Poutine.

Lors de la conférence de presse de quatorze minutes annonçant les articles de destitution, les démocrates du Congrès ont invoqué sept fois la «sécurité nationale». Ils ont soutenu que la destitution de Trump était nécessaire avant les élections de 2020 parce qu'il aurait recouru à de l'ingérence étrangère pour truquer l'élection en sa faveur, comme il l'aurait fait en 2016.

Les démocrates ont totalement exclu du processus de destitution les nombreux crimes et violations des droits démocratiques fondamentaux commis par l'administration Trump, de la construction de camps de concentration à la frontière américano-mexicaine à l'élévation de forces fascistes au plus haut niveau de l'État.

La campagne de destitution de Trump a été menée par les factions dominantes des services de renseignement, dont les responsables ont critiqué Trump à plusieurs reprises pour ce qu'ils considèrent comme une politique insuffisamment agressive à l'égard de la Russie. Le processus de destitution a été lancé par un agent de la CIA, appelé «le lanceur d'alerte», qui a été la première source d'information sur l'appel téléphonique que Trump a fait le 25 juillet avec le président ukrainien Zelensky, l'élément central des accusations de destitution.

Les articles de destitution sont conformes aux deux semaines d'audiences publiques devant

la Commission du renseignement de la Chambre des représentants et aux deux jours d'audiences devant la Commission judiciaire, qui se sont concentrées presque exclusivement sur les divergences politiques concernant le conflit entre les États-Unis et la Russie en Ukraine.

L'ancienne ambassadrice en Ukraine, Marie Yovanovitch, a déclaré que l'Ukraine était un «champ de bataille pour la compétition des grandes puissances» entre les États-Unis et la Russie et qu'elle était en pleine «guerre chaude pour le contrôle du territoire». Le «comportement corrompu» de Trump, a-t-elle dit, «sape les États-Unis... et élargit les possibilités pour les autocrates comme le président Poutine».

La procédure de destitution fait suite à une enquête de près de deux ans menée par le conseiller spécial Robert Mueller, qui était centrée sur de fausses allégations selon lesquelles l'élection de Trump n'était pas le produit des politiques de droite des démocrates, mais de «l'ingérence étrangère» dirigée par Poutine.

La campagne anti-Russie des démocrates a été utilisée pour exiger la censure d'Internet et justifier la persécution brutale du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui a été décrit de manière diffamatoire comme un agent du Kremlin.

La publication des articles de destitution a une fois de plus montré clairement que la lutte acharnée des factions à Washington est motivée par des divergences au sein de l'élite dirigeante en matière de politique étrangère.

Sur les questions fondamentales de classe, les deux partis sont unis. La législation nationale de Trump, sa réduction radicale du taux d'imposition des sociétés, a été des pressions de l'administration Obama pour une réduction de l'impôt des sociétés. La manne de plusieurs billions de dollars de Trump pour les riches n'a suscité qu'une opposition symbolique de la part des démocrates, même si Trump avait perdu le vote populaire par trois millions de votes et que son investiture avait déclenché des manifestations de masse à travers le pays.

En raison de la facture fiscale de 2017, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, les 400 Américains les plus riches ont payé l'an dernier un taux d'imposition inférieur à celui des 50 % les plus pauvres de la population, selon une étude réalisée par Gabriel Zucman et Emmanuel Saez.

La répression de Trump à la frontière a toujours été financée et soutenue dans les faits par les démocrates. Avec Trump, le budget militaire américain est passé de 619 milliards de dollars en 2016 à 738 milliards de dollars en 2020, avec le soutien d'une large majorité de démocrates au Congrès.

Cette réaction bipartite a été considérablement renforcée par l'annonce faite par les démocrates, quelques minutes à peine après la publication des articles de destitution, d'un accord avec Trump sur le pacte commercial anti-Chine de l'USMCA.

Lester Holt, présentateur de «NBC Nightly News», a rapporté qu'en acceptant le nouveau bloc commercial États-Unis-Mexique-Canada de Trump, les démocrates «livraient au président une grande victoire», tandis que CNN a qualifié l'accord de «principale réalisation législative de Trump depuis que les démocrates ont pris la direction de la Chambre des représentants en novembre dernier».

Par rapport à son prédécesseur, l'ALENA, l'USMCA augmentera la portion d'un produit qui

doit être fabriqué en Amérique du Nord pour être admissible aux exemptions tarifaires. Le nouveau pacte comprend également une série de documents à distribuer aux grandes sociétés, y compris des protections plus énergiques en matière de brevets pour les fabricants de médicaments et la prolongation de la durée du droit d'auteur.

Les développements de mardi confirment l'évaluation faite par le *World Socialist Web Site* dans sa [déclaration de juillet 2017](#), «[Révolution de palais ou lutte des classes: la crise politique à Washington et la stratégie de la classe ouvrière](#)».

La déclaration expliquait que les «différences [des démocrates] avec l'administration Trump sont centrées principalement sur les questions de politique étrangère». Ils sont déterminés à empêcher Trump d'affaiblir la politique anti-Russie développée sous Obama, que la campagne d'Hillary Clinton avait pour but d'intensifier.

Cette déclaration affirmait que la classe ouvrière devait s'opposer à Trump non pas par le mécanisme de la «révolution de palais», tel que poursuivi par les démocrates, mais par la lutte des classes. Les deux années et demie qui ont suivi n'ont fait que confirmer ce constat et souligner l'urgence pour la classe ouvrière de mobiliser ses forces, indépendamment du Parti démocrate et en opposition à celui-ci, pour renverser l'administration Trump.

Andre Damon

Article paru en anglais, WSWWS, le 11 décembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Andre Damon](#), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : **[Andre Damon](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca